

Morges

Un référendum menace la limitation du trafic

Mécontent des mesures liées à la circulation, le centre droit agite le spectre du recours aux citoyens

Emmanuel Borloz

Les partis du centre droit haussent le ton. Si l'Entente Morgienne, le PLR et l'UDC n'obtiennent pas satisfaction dans le délicat dossier du plan directeur communal (PdComm) - le plan d'intention qui détermine l'évolution du territoire de Morges pour les dix à vingt prochaines années -, les trois formations menacent de lancer un référendum populaire.

En clair, le centre droit pourrait demander aux citoyens ce que le Conseil lui a refusé à une voix près en premier débat: que le point sur le trafic au centre soit retiré. Celui-ci prévoit la limitation de la circulation au centre-ville et son report au nord, entre l'avenue des Charpentiers, en bidirectionnel, et le fameux «axe Nord» (avenues de Lonay, Jean-Jacques Cart et Marcelin).

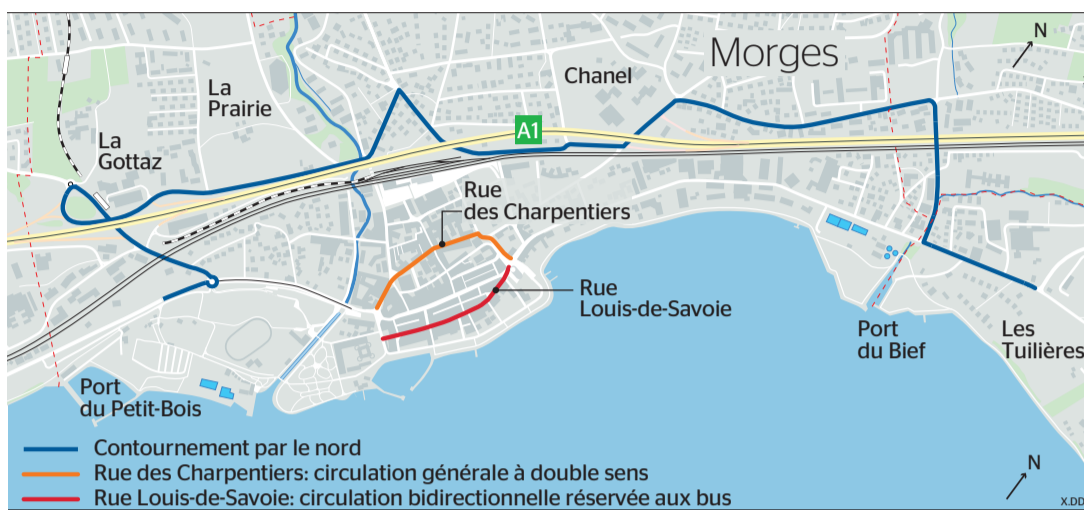
Un référendum en dernier recours

Lors de la dernière séance de l'organe délibérant, le projet avait en effet déjà donné lieu à de belles empoignades, laissant apparaître un clivage gauche-droite exacerbé. Entre idéologie et philosophie différentes, ce sont deux visions diamétralement opposées qui s'affrontent. Le retrait du point litigieux du PdComm avait finalement été refusé à une voix près. Le centre droit avait alors réagi en demandant un second débat.

«Le plan directeur des circulations n'a pas encore été étudié. On nous demande donc d'adopter des mesures qui n'ont été validées par aucune étude», relève Jean-Hugues Busslinger, président du groupe PLR au Conseil. «Le référendum n'est pas exclu. Tout dépendra du deuxième débat prévu le 7 mars.»

Président de l'Entente Morgienne, Eric Décosterd précise que le Conseil pourrait également se prononcer en faveur du référendum. Une solution qui permettrait d'éviter la récolte de signatures et, surtout, qui «dépolitiserait le débat».

Circulation Le plan directeur communal



«Le référendum n'est pas exclu. Tout dépendra du deuxième débat»

Jean-Hugues Busslinger, président du groupe PLR au Conseil



«En refusant le PdComm, Morges pourrait perdre une subvention de 6 millions»

Nuria Gorrite, syndique de Morges

Une réunion inhabituelle

● «En préparation du deuxième débat sur l'objet du PdComm, la Municipalité souhaite (...) rencontrer les deux commissions ad hoc du Conseil communal en charge de l'étude du PdComm ainsi que du PdCirc, le 5 mars à 18 h.» Tirée d'un courriel que s'est procuré 24 heures, la mesure n'est pas courante et étonne. Tandis que le PdComm va faire l'objet d'un deuxième débat et ne compte pas moins de trois rapports (un de majorité, deux de minorité), le PdCirc, en fait le plan directeur des circulations, n'a pas encore fait l'objet du moindre rapport. Plusieurs conseillers s'interrogent sur la pertinence d'une telle entrevue, à peine 48 h avant le deuxième débat. L'opération laisse à penser que

la Municipalité veut éclaircir le point qui risque de faire capoter le PdComm.

Les commissions ont été convoquées juste avant que les groupes ne se réunissent pour préparer le prochain Conseil: «Ce n'est pas très pro», déclare un élu. Autre subtilité: «officiellement», les têtes de file ne sont pas au courant de cette rencontre. Officieusement, ils le sont, mais n'y ont pas été conviés. Un regret pour certains, qui auraient souhaité être associés à la démarche. «Au sein de ces commissions, la droite est en minorité. Comment, dans ce cas, faire entendre notre voix? glisse un conseiller, sous couvert d'anonymat. Cette réunion est sans doute une bonne chose, mais qui arrive un peu tard.»

Avant d'envisager d'appeler les Morgiens aux urnes, les trois partis redemanderont l'amendement du point traitant du trafic au centre-ville lors du prochain Conseil. En cas de refus, le recours à la voie référendaire serait cette fois-ci vraisemblablement inévitable.

Le canton a déjà pris position

De l'autre côté, soucieuse de voir avancer un projet lancé il y a des années et préoccupée à l'idée d'affronter un référendum, la Municipalité «négocie» actuellement avec le canton, avec qui elle cherche consensus et solutions. Des solutions qu'elle pourrait soumettre à certains conseillers peu avant la prochaine séance du plénum (*lire ci-contre*). Nuria Gorrite confie être en pleine tractation avec l'Etat «afin de trouver des pistes à soumettre au Conseil».

Autre souci, pour la syndique: le refus du PdComm entraînerait la perte de subventions. «Une enveloppe de 6 millions prévue pour Morges et la région, liée au PALM, pourrait nous passer sous le nez. Il y a de l'argent maintenant. Demain, on ne sait pas.»

Chef du Service du développement territorial (SDT), Philippe Gmür confirme ces entrevues avec la commune, évitant d'entrer dans le détail des discussions. «Le canton a pris position. Nous avons indiqué à la Municipalité quels projets nous accepterions, les variantes que nous refuserions et celles qui nécessiteraient une nouvelle consultation publique, pour laquelle il faut compter de six à douze mois. Mais c'est le Conseil qui décide. Le canton a simplement fixé les limites.»

Les sinistrés ont presque tous retrouvé un toit

La fille de la locataire n'a toujours pas réapparu après l'incendie qui a détruit son appartement

Après l'incendie qui a ravagé mercredi un appartement au cinquième étage d'un immeuble de la route de Divonne, seules trois personnes, une dame et un couple, ont été obligées de passer la nuit dans un abri de la protection civile, ouvert en urgence sous l'école du Stand. Les autres avaient trouvé un toit chez des amis ou des parents. Trois à quatre logements ont subi des dégâts d'eau et de fumées.

Quant à la fille de la locataire sinistrée, une jeune femme de 37 ans rentière de l'AI, elle n'a pas réapparu depuis que des voisins l'ont vu sortir de l'immeuble peu avant l'incendie. Sa mère, une dame de 70 ans qui a besoin de

soins quotidiens, a été placée dans un hôtel. Elle sera probablement hébergée dans un EMS en attendant la réfection de son logement. «Comme elle était seule, nous avons demandé à notre service social et au CMS d'assurer un suivi», a précisé la municipale Elisabeth Ruey-Rey, qui s'est rendue sur place hier matin pour suivre la séance d'information organisée par les pompiers, l'ECA et le régisseur de l'immeuble à l'intention des locataires.

Ce dernier, Charles Fritsch, a rassuré les habitants. Ils pouvaient réintégrer leur appartement le soir même ou durant le week-end. Les pompiers ayant dû casser les canalisations des WC pour sortir une gaine de ventilation qui bourronnait, les entreprises étaient déjà sur place pour réparer les dégâts et poser quelques vitres éclatées. **M.S.**



Les locataires ont été réunis pour une séance d'info. M.SCHURCH

Quatre comédiens à la rencontre des Nyonnais

Une troupe de théâtre adapte sa pièce à la ville où elle se produit. Le spectacle sera joué en mars à l'Usine

«Les Nyonnais sont très chaleureux, ils nous courent presque après pour nous parler.» Les comédiens de la compagnie Anadyomène ont été agréablement surpris de l'accueil réservé par les habitants à leur démarche déroutante, qui consiste à recréer leur spectacle, *Interroger l'habituel*, dans chaque ville où ils se produisent.

Pendant cinq jours, la troupe a arpenté les rues de Nyon à la recherche de témoignages. Equipés d'une caméra, les acteurs ont intercepté les badauds pour leur poser une série de questions. Samedi dernier, ils ont posé leur trépid à la buvette de la Nautique, au bord du lac. Suzanne Bochez s'est prêtée au jeu de l'interview. Devant la caméra, un peu intimidée, elle raconte ses souvenirs à l'Usine à Gaz. Le jour commence à baisser, l'équipe est frigorifiée: elle

décide de poursuivre l'interview à la Pinte de Rive, où ils ont pris leurs quartiers. Car au hasard des rencontres, la veille, les acteurs ont croisé le chemin de Maurice Marguerat, patron du bistrot. «Il nous a fait visiter la ville et nous a amené plein de gens», s'enthousiasme Brigitte Raul.

Le groupe s'installe à une table, commande de quoi se réchauffer. Le téléphone sonne. C'est Maurice, qui s'est absenté. Brigitte Raul éclate de rire: «Il veut nous faire rencontrer le monsieur qui a été élu plus beau sexagénaire!»

«Nous allons devoir faire un choix terrible. Tous ces témoignages sont tellement précieux», confie la comédienne. Son coup de cœur? Le surnom que les Nyonnais se donnent entre eux. «Au nord, ce sont les Blaireaux et au sud, les Pirates. Visiblement, ils ne se supportent pas!» Des petites anecdotes de quartier, des histoires locales rapportées par les gens du coin, tel est le matériau qui permettra aux comédiens de recréer leur pièce à voir à l'Usine à Gaz les 29 et 30 mars. **N.R.**

Nyon

Une collision dans un giratoire

Hier, peu avant 14 h, le conducteur d'une voiture vaudoise qui descendait la route du Cordon, dans la vieille ville de Nyon, a débouché dans le giratoire de Clémenty alors qu'un véhicule à plaques valaisannes y était déjà engagé. Ce dernier, heurté par l'arrière, a pivoté pour s'immobiliser au bas de la route de Clémenty. Seule la passagère de cette voiture a été légèrement blessée. Elle a été emmenée par ambulance à l'Hôpital de Nyon pour un contrôle. La police a mis en place une déviation du trafic. **M.S.**

Il a dit

«Sans l'agglomération, Préverenges n'existerait pas!»

Christian Masserey, président de Région Morges et municipal de Préverenges, sur l'importance des projets d'agglomération pour les communes



Aubonne

Des WC flambant neufs à la Grenade

En proie à des déprédations régulières, les toilettes publiques de la place de la Grenade seront entièrement renouvelées. Le Conseil communal a accepté le préavis sollicitant un crédit de 78 000 francs pour entreprendre les travaux. La Municipalité s'est ralliée aux vœux de la commission: un urinoir sec sera installé et les dames se partageront un édicule avec les handicapés, au lieu de deux initialement prévus. Afin de garantir davantage de sécurité, l'exécutif envisage aussi de fermer les lieux entre minuit et 6 h. **L.B.**

Travaux annoncés



Dix-huit ans, c'est le temps qu'il aura fallu pour aménager le giratoire de la Longeraie à Morges. Les travaux, entrepris par l'Office fédéral des routes, débiteront le 5 mars. Durant 6 mois, des ralentissements sont à prévoir. L'objectif est d'améliorer la fluidité du trafic. Pour ce faire, il est prévu un élargissement du giratoire qui permettra d'absorber le trafic attendu à l'horizon 2030. **L.B.**

Le chiffre

44

C'est, en milliers de francs, la subvention que la commune d'Aubonne a touchée de l'armée pour participer au financement du revêtement de l'avenue du Clos-d'Asper. Les militaires, dont les véhicules utilisent régulièrement cet axe, sont conscients qu'ils sont responsables d'une usure plus rapide de la chaussée. L'avenue du Clos-d'Asper vient d'être refaite, tout comme les deux giratoires situés à ses deux extrémités. La pose du revêtement final se fera cependant au retour des beaux jours. **L.B.**

Oldelaf à l'Usine

Nyon De la chanson décalée mêlant poésie et humour. Oldelaf se produira demain à 21 h 30 à la Parenthèse (Grand-Rue 22 bis). Le groupe français originaire de Rennes se distingue dans un répertoire pop-folk délicat, voire mélancolique. L'entrée est libre, chapeau. **R.E.**

Folk mélancolique

Nyon The Last Morning Soundtrack s'arrête ce soir dès 21 h 30 à la Parenthèse (Grand-Rue 22 bis). Le groupe français originaire de Rennes se distingue dans un répertoire pop-folk délicat, voire mélancolique. L'entrée est libre, chapeau. **R.E.**